Le ministre a-t-il pris connaissance d'un article publié en première page du *Sun* de Vancouver le mercredi 21 mars, suivant lequel M. G. A. L. Murchison, commissaire en chef de la Commission d'Assurance-chômage du Canada, aurait déclaré à Vancouver, ma propre ville, que les employeurs et les travailleurs «conspirent pour escroquer à la caisse des millions de dollars chaque année» et donné l'avertissement qu'il «faudra hausser les cotisations si l'on ne réussit pas à mettre fin à cette pratique frauduleuse».

Le ministre du Travail est-il en mesure de commenter cette accusation portée à Vancouver? Peut-il dire à la Chambre de combien de millions de dollars la caisse a été privée par la fraude et, en dernier lieu, peut-il disculper la grande majorité des travailleurs canadiens que M. Murchison a accusés de collusion?

L'hon. Michael Starr (ministre du Travail): Je n'ai pas vu l'article original mais on m'en a parlé. M. Murchison est un des trois membres de la Commission d'assurance-chômage mais il n'en est pas le commissaire en chef. Ce poste est occupé par M. Fortier. Le commissaire en chef a communiqué avec M. Murchison au sujet de cette déclaration et il m'informe que M. Murchison n'a jamais fait d'évaluation concernant le montant dont certains employeurs privent la caisse frauduleusement en faisant de fausses déclarations au sujet du départ d'employés. On a insisté pour qu'il donne un chiffre mais il s'y est refusé pour la bonne raison qu'on ignore l'importance de la fraude et qu'on ne saurait l'évaluer d'une manière tant soit peu précise.

La Presse canadienne a communiqué avec M. Murchison hier matin et elle sait maintenant que le commissaire n'a donné aucun chiffre. De plus, M. Murchison a un exemplaire de la déclaration qu'il a faite au cours de l'interview.

INTERPELLATION À PROPOS D'UNE DEMANDE DE RENFLOUEMENT DE LA CAISSE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Paul Martin (Essex-Est): Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances pourrait-il nous dire s'il est exact que la Commission d'assurance-chômage a demandé un autre montant d'argent, outre les 25 millions de dollars, pour renflouer la caisse d'assurance-chômage, et que cette demande a été formulée au moment où le gouvernement prenait une décision quant au montant initial?

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, l'honorable député ne cesse de considérer comme des faits des choses qui n'en sont pas.

[M. Winch.]

L'hon. M. Martin: Je ne fais que poser une question.

L'hon. M. Fleming: La réponse est non. Ce chiffre a été fixé à la suite de consultations normales entre les intéressés, qui en ont conclu que ce montant était tout à fait suffisant pour parer à toutes les éventualités probables.

L'hon. M. Martin: Le ministre pourrait-il nous dire si l'on a demandé un montant plus élevé? Telle était ma question.

L'hon. M. Fleming: Qui aurait demandé cela?

L'hon. M. Martin: La Commission d'assurance-chômage.

L'hon. M. Fleming: Je crois avoir répondu à cette question. Après discussion, ce montant de 25 millions de dollars a été inscrit dans les crédits, et tous les intéressés, à la lumière de la discussion, l'ont considéré comme tout à fait suffisant pour parer à toutes les éventualités prévisibles.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

JOHN PAPALIA—INTERPELLATION AU SUJET DE LA REMISE AUX AUTORITÉS AMÉRICAINES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Paul Martin (Essex-Est): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de la Justice? Peut-il nous expliquer pourquoi le juge W. D. Roach, commissaire chargé d'enquêter sur le crime organisé en Ontario, n'a pas été consulté avant la remise de John Papalia aux autorités américaines, et pourquoi Papalia a été livré aux autorités américaines le 15 mars 1962?

L'hon. E. D. Fulton (ministre de la Justice): Oui, monsieur l'Orateur. Si mon honorable ami voulait bien consulter l'article paru dans le *Globe and Mail* du 21 mars, d'où il a certainement tiré son information, il verrait pourquoi le juge Roach n'a pas été consulté. Nous ignorions que le juge Roach voulait interroger cet homme. J'ai pris contact avec le procureur général de l'Ontario, qui m'a expliqué pourquoi il n'en avait pas informé le juge Roach.

Papalia a été relâché de la prison canadienne pour être extradé aux États-Unis, suivant l'ordre d'extradition le sommant de comparaître en justice sous l'accusation de conspiration dans des opérations importantes de trafic de narcotiques. Les autorités américaines nous ont fait savoir qu'elles voulaient commencer le procès ce mois-ci ou au début d'avril, que le procès d'autres accusés allait commencer, et qu'il serait dans leur intérêt et dans l'intérêt de la justice que Papalia subisse son procès en même temps, vu que le